

CE QU'ON NOUS A DIT :

Points saillants de nos discussions sur les attentes

Avant-propos de la présidente

Au début de sa démarche, la Société de gestion des déchets nucléaires (SGDN) a entrepris une série de discussions avec les Canadiens et les Canadiennes et différents groupes d'intérêt. Ce rapport se veut un résumé des observations et enseignements clés issus de ces discussions. La tenue de ces rencontres préliminaires, à compter de novembre 2002, visait à présenter le nouvel organisme qu'était la SGDN et à sonder les attentes de la population à l'égard de notre mandat et de la façon dont nous devons mener notre étude. Au moyen de ces discussions préliminaires, la SGDN voulait savoir de quelle façon les personnes et les groupes souhaitaient être consultés et participer à la formulation de conseils sur l'adoption d'une méthode de gestion à long terme du combustible nucléaire irradié du Canada.

La SGDN a engagé des discussions face à face avec plus de 250 particuliers et représentants d'organismes à l'échelon local, provincial, national et international. Au nombre des participants, mentionnons les organisations autochtones, les travailleurs de centrales nucléaires, les jeunes, les résidents de collectivités comptant une centrale nucléaire, les groupes environnementaux, les spécialistes de l'industrie, les groupes confessionnels, le monde des affaires, les organismes gouvernementaux et les parlementaires. De plus, un sondage d'opinion publique a été mené auprès des Canadiens et des Canadiennes pour nous permettre de bien comprendre leurs points de vue. Tout d'abord, quatorze groupes de discussion ont été tenus dans sept villes canadiennes en 2002, suivis d'un sondage téléphonique national auprès de plus de 1 900 Canadiens et Canadiennes au début de 2003. Dans ce rapport, nous résumons ce que les gens nous ont dit dans le cadre de ces différentes activités.

Sans être exhaustives, ces discussions informelles nous ont fourni des idées et des observations importantes. S'inspirant de ces lignes directrices, la SGDN s'est efforcée d'intégrer les conseils et les priorités des Canadiens et des Canadiennes dans le plan de l'étude, dans le plan d'engagement et dans l'approche globale de ses travaux. Nous sommes impatients de lancer nos activités d'engagement officielles après la publication de notre premier Document de discussion. Au nom de la SGDN, je tiens à remercier tous ceux et celles qui ont pris le temps de nous rencontrer ou qui ont accepté de nous faire part de leur point de vue dans le cadre de notre recherche sur les attitudes du public. Les personnes qui ont participé aux rencontres ont généreusement offert leur aide à la SGDN et nous apprécions grandement les réflexions qu'ils ont partagées avec nous. Je tiens également à remercier le Conseil consultatif de la SGDN qui, par sa perspective et ses conseils, a apporté une contribution importante à l'élaboration de notre plan d'étude.

L'évocation de ces discussions me rappelle la passion et l'espoir exprimés par nombre de ceux et celles qui s'intéressent à cette question depuis des années et qui souhaitent vivement l'adoption d'une solution sûre et responsable pour le Canada. Le désir largement partagé de nous aider et de contribuer à notre démarche a été pour nous une grande source de motivation et d'énergie. Par ailleurs, nous avons acquis une conscience aiguë des défis qui nous attendent pour amener les Canadiens et les Canadiennes à s'exprimer sur cet enjeu, et préconiser une approche qui réconciliera les opinions et les valeurs très différentes de la population canadienne. Nous sommes parfaitement conscients de l'ampleur de la tâche.

À mesure que nous franchirons les différentes étapes de notre travail, j'ai à cœur que la SGDN continue de prendre en compte les conseils qu'elle reçoit de manière que notre engagement public, notre analyse et la façon dont nous menons l'étude elle-même répondent aux attentes des Canadiens et des Canadiennes à l'égard de ce travail crucial.

Elizabeth Dowdeswell
Présidente, SGDN
Décembre 2003

Fournir le contexte du combustible nucléaire irradié

- La recherche sur les attitudes du public révèle que la gestion du combustible nucléaire irradié est une question qui ne retient pas l'attention d'un grand nombre de gens normalement. En revanche, lorsque la question est soulevée, un grand nombre de gens considèrent qu'elle est très importante et sont intéressés d'en apprendre davantage à son sujet.
- Lorsqu'on leur en fait la description, la plupart des Canadiens considèrent que le mandat de la SGDN, qui consiste à étudier et à recommander une méthode de gestion à long terme, est un mandat important.
- Dans les discussions informelles tenues dans l'ensemble du pays, certains ont dit espérer que la démarche de la SGDN aboutisse à la proposition d'une solution et à une prise de décision rapide de la part du gouvernement sur une méthode de gestion, et non à un simple débat public de plus sur la question.
- Étant donné qu'il n'est pas nécessaire de prendre une décision de façon urgente, d'autres préféreraient que davantage de recherches soient effectuées avant la prise d'une décision finale.
- Alors que certains craignent que l'adoption d'une solution de gestion pour les déchets nucléaires puisse faciliter ou encourager l'utilisation de l'énergie nucléaire dans le futur, d'autres, au contraire, l'espèrent.
- En discutant du contexte global de l'énergie, certains ont dit privilégier la conservation de l'énergie et les sources d'énergie renouvelables à une dépendance à l'endroit de la production d'énergie nucléaire.

Il s'agit de renseignements contextuels importants pour la SGDN au moment où elle entreprend des discussions avec la population canadienne sur les solutions de gestion à long terme.

Mobiliser la population canadienne

- Les gens aimeraient que l'étude de la SGDN tienne compte d'une diversité de points de vue.
- D'après la recherche sur les attitudes du public, si un pourcentage important de gens estiment que le grand public devrait participer à l'étude de la SGDN, une petite fraction seulement aimerait s'impliquer personnellement. Inciter le grand public à participer au dialogue sera donc un défi de taille pour la SGDN.
- La plupart des gens jugeraient inacceptable que la SGDN consulte uniquement des ingénieurs et des chercheurs ou s'intéresse uniquement au point de vue du grand public. Les deux groupes peuvent apporter une contribution appréciable à l'étude.
- D'abord et avant tout, la participation des chercheurs et des ingénieurs canadiens et internationaux de l'industrie de l'énergie nucléaire est considérée essentielle à l'étude de la SGDN pour s'assurer qu'elle témoigne des connaissances les plus avancées dans le domaine.

- Les membres du public s'attendent à ce que la SGDN fasse appel à des experts et soumette les options à une évaluation multidisciplinaire dans le cadre de ses travaux.
- Un autre thème déterminant qui est ressorti des discussions est l'importance d'inclure dans l'étude les résidents des collectivités où il y a présentement des centrales nucléaires, de façon à tirer des enseignements de l'expérience, des observations et du point de vue bien particuliers des personnes qui vivent et travaillent à proximité d'installations nucléaires.
- Ces thèmes sont revenus dans les discussions individuelles et nous avons aussi constaté l'existence d'un soutien important à la mobilisation de groupes d'intérêt précis.
- On nous a priés de consulter les collectivités autochtones dès les débuts de l'étude afin d'intégrer les perspectives et les priorités du savoir traditionnel à nos travaux.
- Les gens nous ont rappelé qu'il était essentiel d'obtenir le point de vue des jeunes et d'en tenir compte dans l'élaboration de notre étude puisqu'elle aura des répercussions sur de nombreuses générations à venir.

On s'entend pour dire qu'il s'agit d'un enjeu pour lequel il faut obtenir le point de vue non seulement des groupes d'intérêt, mais aussi de la population.

Assurer un processus décisionnel transparent et équitable

- Dans les discussions informelles tenues dans l'ensemble du pays, on nous a dit que la SGDN doit mériter le respect du public en menant une étude équitable et transparente. Nous devons faire preuve d'honnêteté et d'intégrité.
- L'étude doit être fondée sur le savoir et l'expertise. L'évaluation des solutions de gestion doit reposer sur les connaissances scientifiques, le savoir et l'expérience les meilleurs qui soient au Canada et dans le monde. Les citoyens s'attendent à ce que le Canada profite de l'expérience et des enseignements des autres pays sur la question de la gestion des déchets nucléaires et qu'il s'en inspire.
- On nous a rappelé les principes établis par les organismes de réglementation canadiens. De même, on nous a adressés à un certain nombre d'organismes internationaux, tels que l'Agence pour l'énergie nucléaire et l'Agence internationale de l'énergie atomique, pour profiter de la vaste expertise et de la grande quantité d'études sur la gestion sûre des déchets nucléaires ainsi que des technologies de pointe.
- Il faut que l'analyse de l'étude soit menée de façon exhaustive, indépendante et objective et ne soit pas indûment influencée par l'industrie ou des considérations politiques. Beaucoup de gens ont manifesté de l'intérêt pour la structure de gouvernance de la SGDN et le rôle que tenait l'industrie dans l'organisation aux termes du mandat confié par la *Loi sur la gestion des déchets nucléaires*. Par ailleurs, certains ont mis en question la présence d'un conseil d'administration composé de membres issus de l'industrie et émis des doutes quant à l'indépendance de l'organisation face à l'industrie nucléaire.
- La présence d'un Conseil consultatif actif renforce la confiance de la plupart des gens. On estimait essentiel que le Conseil consultatif joue un rôle significatif.

- La constitution de groupes d'experts pour donner des conseils, surveiller la réalisation de l'étude et faire des rapports sur celle-ci faisait partie des mécanismes qui, selon les gens, assureraient que l'étude est menée en bonne et due forme.
- Beaucoup considéraient essentielle la participation du milieu de l'environnement à la démarche.
- D'autres insistaient sur la nécessité de parvenir à un équilibre, c'est-à-dire recueillir tous les points de vue – de l'industrie, du milieu de l'environnement et de la santé, du monde des affaires, des pouvoirs publics, des citoyens, des peuples autochtones et d'autres intervenants – et leur accorder une importance équivalente.
- Le rôle important du gouvernement et des organismes de réglementation dans le processus décisionnel final rassurait certaines personnes. D'autres s'inquiétaient que le pouvoir de décision final appartienne au gouvernement et craignaient le risque associé à un processus non directif – ils doutaient que le gouvernement donne suite aux recommandations de l'étude.
- Certains s'attendent à ce que la démarche de la SGDN contribue à renforcer la confiance du public dans le fait que le combustible nucléaire irradié fait l'objet d'une gestion responsable à long terme.
- Certains estiment que le public pourrait être susceptible d'accepter la solution recommandée par la SGDN à la condition qu'elle ait fait l'objet d'une étude sérieuse, qu'elle soit techniquement sûre et qu'elle soit sécuritaire et sûre pour l'environnement et les collectivités concernées.

Tout en reconnaissant que la solution recommandée par la SGDN ne sera probablement pas acceptée par toute la population, beaucoup de gens espéraient que la SGDN assure la conduite d'une démarche intègre qui inspirerait confiance aux gens.

Faciliter l'accès à l'étude

- La recherche sur les attitudes du public a révélé que peu de gens estimaient en savoir beaucoup sur la question du combustible nucléaire irradié. La quantité et la complexité considérables des questions en jeu et de l'information technique connexe décourageaient certains de participer. Les gens étaient intéressés à en apprendre davantage et à recevoir de l'information sur la question.
- Au cours des discussions informelles, on nous a recommandé de fournir de l'information de base neutre et factuelle. Présentez les faits, nous a-t-on dit, et les gens se forgeront leur propre opinion. Les gens étaient d'avis que la qualité de la participation dépendrait de celle de l'information reçue.
- Les gens voulaient savoir de quelle façon nous mènerions notre étude et quand et comment ils pourraient s'impliquer. On nous a demandé de communiquer clairement au public à toutes les étapes de l'étude notre plan de travail et les délais clés de la prise de décisions.
- Notre recherche auprès des groupes de discussion a fait ressortir un appui considérable au projet de la SGDN de « partager continuellement le fruit de sa réflexion ». Les gens veulent suivre l'évolution de la réflexion sur les solutions de gestion et faire part de leurs observations au fur et à mesure sur l'étude.
- Certains souhaitent contribuer à la réflexion préliminaire de la SGDN. Ils ne veulent pas qu'on fasse appel à eux uniquement à la fin de l'étude pour obtenir leurs commentaires sur les solutions définitives.
- Nous avons été invités à mener des analyses et à tenir des consultations sur un « nombre restreint de thèmes » à la fois tout au long de l'étude. On nous a conseillé de mener des consultations progressives de façon à amener graduellement le public à s'exprimer sur des thèmes et du matériel bien définis pour chaque étape de l'étude.
- Les gens ont besoin de temps pour réfléchir aux enjeux et formuler des observations éclairées et judicieuses.
- Certains ont dit souhaiter que la SGDN distribue des documents de discussion écrits comme outils pour orienter les discussions au sein des différents groupes et collectivités ainsi que le dialogue avec ceux-ci.
- Il faut toutefois éviter une « surcharge d'information ». En ce sens, des gens nous ont conseillé d'élaborer des documents accessibles et de les diffuser petit à petit tout au cours de l'étude.
- Certains se sont dits intéressés à préparer avec la SGDN des trousseaux d'information adaptés aux différents auditoires et à aider la SGDN à organiser des réunions locales pour discuter avec les collectivités et les groupes.
- Les gens s'attendent à ce que les occasions de participer aux discussions soient communiquées à grande échelle et de façon régulière. Ils ont demandé à la SGDN d'aviser les gens assez longtemps à l'avance des consultations et des occasions de s'exprimer sur les documents de la SGDN. Certains ont indiqué qu'il serait nécessaire de faire appel à des experts pour leur expliquer les enjeux et leur permettre ainsi de poser les bonnes questions et d'apporter une contribution significative.

- Certains groupes ont rappelé à la SGDN qu'ils pourraient avoir besoin de soutien financier pour participer.

Inviter la population canadienne à s'impliquer

- La recherche sur les attitudes du public a révélé que les gens étaient en faveur de l'utilisation de différents modes de participation novateurs et efficaces. Les suggestions pour informer les gens et les faire participer allaient de la publication d'articles dans les journaux et de la distribution de brochures dans les foyers jusqu'à des émissions de télévision et des activités fondées sur le Web en passant par des réunions communautaires et des journées portes ouvertes.
- Les discussions informelles ont révélé que certains groupes privilégiaient les réunions ou les audiences publiques traditionnelles : ces tribunes favorisent la transparence des discussions puisque les opinions y sont déposées et consignées. D'autres recommandaient la tenue de consultations adaptées aux collectivités.
- Le site Web est considéré comme un instrument utile et très important pour rejoindre les Canadiens de l'ensemble du pays. Parallèlement, on nous a recommandé de ne pas compter exclusivement sur notre site Web pour informer les gens. Les Canadiens n'ont pas tous accès à l'Internet et ne consulteront pas tous le site Web pour obtenir de l'information.
- Nous avons été priés de faire appel à des spécialistes de la mobilisation des citoyens et de confier à des professionnels l'élaboration et la gestion d'un dialogue moderne avec la population canadienne.
- Certains doutaient de l'impact de la contribution du public. Les gens veulent constater qu'ils ont exercé une influence sur notre démarche et qu'ils ont eu un effet significatif sur le résultat.

Tenir compte des priorités des citoyens

- Le but de ces discussions n'était pas d'obtenir des commentaires sur les différentes solutions de gestion. Toutefois, au cours des discussions informelles, beaucoup de gens ont attiré l'attention sur des aspects prioritaires qu'ils estimaient devoir être pris en compte dans l'étude de la SGDN :
 - La santé et la sécurité
 - La protection de l'environnement
 - La sécurité et les implications du 11 septembre 2001
 - La justice sociale et l'éthique
 - La préservation des terres et des ressources naturelles qui sont une source de gagne-pain pour quantité de gens
 - L'impact sur les peuples autochtones du Canada, et leur participation à l'étude

- Les impacts socio-économiques de la présence d'installations de gestion des déchets dans une collectivité, y compris les retombées sur le plan des emplois et des avantages économiques locaux, et l'impression de « soudoyer » une collectivité
 - Le transport du combustible nucléaire irradié et les risques connexes
 - Les besoins financiers et les répercussions économiques, la constitution de réserves pour assurer un financement adéquat de la gestion des déchets nucléaires
 - L'expertise et les compétences disponibles pour concevoir et gérer les installations
 - La recherche des possibilités de « recyclage » du combustible nucléaire irradié afin de réduire la quantité de déchets
 - L'étude des possibilités de récupérer le carburant ou d'adopter une méthode de gestion différente dans le futur.
- Des gens nous ont rappelé qu'il existait déjà des programmes et des initiatives concernant les déchets nucléaires et qu'il fallait éviter de semer la confusion ou d'imposer inutilement un fardeau aux gens. Parallèlement, certains étaient d'avis que la SGDN devait examiner d'autres sources de déchets nucléaires qui pourraient aussi nécessiter une attention à long terme.
- Nous avons entendu une diversité de points de vue sur les différentes solutions de gestion – un rappel continu pour la SGDN que l'atteinte d'un consensus exigera un effort considérable. On nous a également dit qu'il n'y avait pas qu'un seul cadre d'analyse pour comparer les options. Le cadre d'analyse qui conviendra au Canada doit être élaboré au moyen de vastes consultations si l'on veut qu'il témoigne véritablement des valeurs et des points de vue de la société canadienne.